

société POINTDEVUE

LE NUMÉRIQUE : UNE RÉALITÉ BIEN CONCRÈTE

Économiste pour la fondation Idea, un laboratoire d'idées créé à l'initiative de la chambre de commerce pour alimenter le débat social, économique et environnemental au Luxembourg, Sarah Mellouet partage avec nous ses observations et réflexions sur les bouleversements passés et à venir de la révolution numérique au Grand-Duché.

Dans quelle mesure la révolution numérique impacte-t-elle l'économie luxembourgeoise ? | Les actualités montrent que le Luxembourg embrasse, pour mieux la maîtriser, cette révolution. De mon point de vue, l'écosystème s'est consolidé, les initiatives se sont multipliées et structurées, notamment le Digital Lëtzebuerg créé en 2014 pour renforcer le positionnement du pays dans le domaine des technologies, faire face aux défis numériques et transformer le pays en smart nation. D'autres initiatives étatiques ont émergé : le programme Fit 4 digital pour favoriser la digitalisation des PME, Let'z shop, eHandwierk, Go Digital, la LHoFt, la House of Start up Luxembourg qui devrait ouvrir ce printemps. Toutes ces initiatives et leur structuration témoignent de la capacité de ce petit pays, des circuits courts de se mobiliser pour une cause nationale qu'est la digitalisation de l'économie.

Quelles conséquences peut-on observer en matière d'emploi et d'éducation ? | La question n'est pas, comme on l'a souvent évoquée, celle de la fin du travail mais de la capacité d'une société et d'une économie à adapter ses forces vives ou à en attirer pour répondre aux besoins du marché. La réalité du numérique ne doit pas être virtuelle pour une partie de la population. Les besoins sont patents au Luxembourg. En ce sens, l'éducation, du fondamental à la formation professionnelle continue, est un véritable enjeu. Xavier Bettel a dit « *data is the new oil* ». À mon



| Sarah Mellouet pour la fondation Idea.

sens, « *data and brain are the new oil for Luxembourg* ». Au niveau scolaire, beaucoup d'annonces et de projets ont été mis en place récemment : la digital 4 education initiative, la généralisation des Ipad dans les lycées dans une démarche pédagogique ainsi qu'un label « Future Hub » pour valoriser l'intégration des technologies dans l'offre scolaire avec pour l'heure 3 sections informatique et communication dans trois lycées pilotes. L'Adem propose le Fit4coding,

un programme pour former des développeurs-intégrateurs Web au sein de l'école webForce3 pour les chômeurs. Ce spectre montre que personne ne doit être laissé sur le bord de la route. Cependant, la part des élèves qui sortent de l'enseignement secondaire avec un diplôme à dominante scientifique est en baisse. On constate encore une rareté de la matière grise technologique.

Une révolution qui touche également le secteur de la santé ? | Le pilier santé est essentiel. L'Europe grisonne, le Luxembourg va également grisonner. On note des améliorations de la numérisation avec la création notamment d'une agence e-santé et la création du dossier de soins partagé qui améliore la prise en charge des patients. À moyen terme, on peut envisager de la télémédecine, de la médecine personnalisée. On observe aussi l'impact des applications technologiques sur la santé qui permet d'agir en matière de prévention et d'action par exemple grâce à des inventions comme le sol détecteur de chute ou le tee-shirt connecté détecteur d'AVC.

Quels défis restent-ils à relever ? | Le Luxembourg possède de grands atouts digitaux en termes de connectivité, de capital humain ou d'utilisation d'Internet, moins concernant la numérisation des entreprises et des Services publics digitaux. Pour autant, on ne peut pas encore parler

de smart nation si on regarde la mobilité. On n'en est pas encore à la voiture autonome, la voiture connectée, au covoiturage. Le transport est un grand défi et une grande opportunité en termes de connectivité mais il se heurte notamment au « coût des efforts cognitifs » que génèrent des changements de comportements.

Le secteur des nouvelles technologies est-il toujours un monde d'hommes ? | Oui ! Le Luxembourg est l'un des pays où le pourcentage des femmes actives travaillant dans le domaine est le plus faible en sachant qu'il l'est déjà au niveau de l'UE. Il est de 14 % au Luxembourg et 17 % dans l'UE. Le secteur ne séduit pas. Il faudrait plus de figures de femmes pour attirer des profils féminins.

Cette révolution technologique a-t-elle des conséquences sur la vie des femmes, dans leur quotidien ? | J'ai assisté à la conférence Women In Digital Empowerment (WIDE). Marie-Hélène Massard, CEO d'Axa Luxembourg, expliquait que sans femmes actives dans ce milieu, on va fabriquer des produits qui ne leur sont pas adaptés. Or, elles représentent près de la moitié de la population et des consommateurs potentiels... Pour créer une bonne customer experience, il faut très tôt impliquer des femmes dans le projet, lors de la création et du designing du produit ou de l'appli, pour que l'offre finale soit adaptée à leurs besoins.

REPÈRES DE PARCOURS

Sarah Mellouet est née le 13 mars 1990 à Brest en France. Elle est titulaire d'un Master « Carrières européennes » et diplômée de Sciences Po Bordeaux. Elle a effectué un stage de fin d'études chez UbwiFrance (devenu Business France) à Bruxelles puis ouvert le bureau Business France Luxembourg en tant que chargée de développement Export & Invest avant de devenir économiste au sein de la Fondation IDEA asbl fin 2015.



UNE RÉVOLUTION NUMÉRIQUE LENTE MAIS CERTAINE

Au Luxembourg, le secteur des TIC représente aujourd'hui 7 % du PIB et 4 % de la main-d'œuvre. Entre 2015 et 2016, il a généré 5 % de la création d'emploi. « Selon Eurostat, en 2016, le Luxembourg était le 4e pays européen où les entreprises recruteuses ont, à 61 %, rencontré le plus de difficultés à trouver des spécialistes IT », observe Sarah Mellouet. « Les besoins sont réels, les discours sont vifs mais ça ne se traduit pas dans les chiffres par une massification de la formation informatique. » [HTTP://WWW.FONDATION-IDEA.LU](http://www.fondation-idea.lu)